



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

MARCHE N° 2024/03/SG - MODIFICATION ET AMENAGEMENT DES SALLES DE REUNION ET  
TRAVAUX SUR FAÇADE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

Le 12 juillet 2024 à 12h00

NOTIFIÉ LE

| 0 | 0 | / | 0 | 0 | / | 2 | 0 | 2 | 3 |

Marché n° 2024/03/SG

Ce document comporte 10 pages

MARCHE N° 2024/03/SG - MODIFICATION ET AMENAGEMENT DES SALLES DE REUNION ET  
TRAVAUX SUR FAÇADE

SOMMAIRE

1-	PRÉAMBULE.....	3
2-	LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
3-	OBJET DU MARCHE.....	4
3-1	DESCRIPTION DU MARCHE .....	4
3-2	DECOMPOSITION EN LOTS.....	4
3-3	DECOMPOSITION EN TRANCHES .....	4
3-4	LIEUX D'EXECUTION ET DE LIVRAISON.....	4
4-	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	4
5-	DURÉE DU MARCHE.....	5
6-	SOUS-TRAITANCE .....	5
7-	LE PRIX DU MARCHE .....	5
7-1	LE CONTENU DU PRIX .....	5
7-2	MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	6
7-3	LES AVANCES .....	6
8-	PAIEMENT.....	6
8-1	LES ACOMPTES.....	6
8-2	FACTURATION.....	7
8-3	DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES.....	7
9-	ASSURANCE.....	7
10-	DOCUMENTS À FOURNIR .....	8
11-	LES PÉNALITES .....	8
12-	LANGUE UTILISEE POUR LES ECHANGES AVEC L'UNAF .....	8
13-	RÉSILIATION ET CESSIION DU MARCHE .....	9
14-	RESPONSABILITES.....	9
15-	COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE .....	10

## 1- PRÉAMBULE

L'UNAF est une institution nationale chargée de promouvoir, défendre et représenter les intérêts de toutes les familles vivant sur le territoire français, quelle que soient leurs croyances ou leur appartenance politique.

L'UNAF, en vertu des missions qui lui sont confiées par la loi, joue quatre rôles.

- Donner des avis aux pouvoirs publics sur les questions d'ordre familial et leur proposer les mesures qui paraissent conformes aux intérêts matériels et moraux des familles. Cette première mission consacre le rôle politique de l'UNAF et l'ensemble de la politique familiale s'inscrit dans cette mission.
- Représenter officiellement, auprès des Pouvoirs Publics, l'ensemble des familles. Ce terme « ensemble » signifie que seul l'intérêt général doit être défendu et non la juxtaposition de situations. Il signifie aussi que l'UNAF a pour mission légale de représenter l'ensemble des familles sans exception, et pas uniquement les adhérents des associations familiales. De plus, la représentation familiale est originale, unique et spécifique, dans le sens où elle est globale et ce, à double titre : d'une part, elle prend en compte la réalité des familles et, d'autre part, elle repose sur une vision globale de la personne et la vie familiale.
- Gérer tout service d'intérêt familial confié par les pouvoirs publics. Il s'agit principalement des services de protection juridique des majeurs confiés aux Union Départementales des Associations Familiales.
- Ester en justice si les intérêts matériels et moraux des familles sont mis en cause.

## 2- LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Le présent marché est passé par L'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) pour ses besoins propres :

Siège Social :  
UNAF  
28, Place Saint Georges  
75009 PARIS  
Accueil : 01.49.95.36.00  
Fax : 01.40.16.12.76  
[www.unaf.fr](http://www.unaf.fr)

Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Madame Marie-Andrée BLANC – Présidente de l'UNAF  
Responsable du Marché : Guillemette LENEVEU – Directrice Générale de l'UNAF  
Interlocuteurs de l'UNAF : Ariane RECALDE, responsable des services généraux et de la coordination des événements  
Maîtrise d'œuvre : Lionel FALGAS : LIONEL FALGAS ARCHITECTE DPLG : 10, rue Merlin 75011 PARIS  
Tél. 01 43 48 99 13 – 06 14 61 23 17 Mail : [falgas@orange.fr](mailto:falgas@orange.fr)

Dans son acte d'engagement, le titulaire mentionne l'interlocuteur unique en charge de la gestion du marché. En cas de changement d'interlocuteur, le titulaire dispose d'un délai de maximum 7 jours calendaires pour fournir le nom et les coordonnées (mail, fax, ligne directe et/ou portable) du nouvel interlocuteur.

Par ailleurs, en cas de problèmes répétés (notamment absence de réponse, délai de réponse supérieur à 1 semaine, absence de prise en compte des remarques du responsable du marché, difficultés à joindre l'interlocuteur, etc.) avec l'interlocuteur nommé par le titulaire, ce dernier doit être en mesure de proposer un nouvel interlocuteur au Responsable du marché dans un délai maximum de 7 jours calendaires.

### 3- OBJET DU MARCHE

#### 3-1 Description du marché

La consultation a pour objet la conclusion d'un marché de travaux pour la transformation d'une ancienne cuisine en salle de réunion et la modifications des façades des locaux l'UNAF, située au 26 place saint georges 75009 PARIS. Le CCTP décrit de manière précise les prestations à réaliser, il est accompagné de cahiers de plans et étude technique biostart..

#### 3-2 Décomposition en lots

Le marché fait l'objet de 5 lots :

- Lot 01 : Démolition, gros-œuvre, menuiserie extérieure, serrurerie
- Lot 02 : Second œuvre (Electricité, plomberie, menuiserie intérieure, revêtement sols et murs)
- Lot 03 : Sol coulé
- Lot 04 : Murs mobiles
- Lot 05 : mobilier

#### 3-3 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### 3-4 Lieux d'exécution et de livraison

Le marché sera exécuté et livré dans les locaux de l'UNAF situés au 5 rue laferrière – 75009 PARIS.

### 4- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement dont seul l'original, daté et signé par la personne habilitée à engager la société et conservés par l'UNAF fait foi ;
- Le bordereau des prix, complété dans sa version originale dont seul l'original, daté et signé par la personne habilitée à engager la société et conservés par l'UNAF fait foi ;
- Le présent CCAP dont seul l'original, conservé par l'UNAF fait foi ;
- Les 5 CCTP dont seul l'original, conservé par l'UNAF fait foi accompagné du cahier de plans et des pièces graphiques et de l'étude Biostart
- Le règlement de la consultation,
- L'attestation de visite des locaux signée,
- Les actes modificatifs éventuels au présent accord cadre ;
- L'offre technique et financière du (des) titulaire(s) remise au stade de l'offre.
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres.

En répondant au présent marché, le(s) titulaire(s) s'engage(nt) à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de son obligation de résultat décrite dans les pièces contractuelles. Ils sont réputés connaître et se conformer aux règles juridiques notamment du code du travail applicables à leur activité.

Tout manquement aux dispositions légales et/ou contractuelles entraîne l'application de pénalités.

## 5- DURÉE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de la signature de l'ordre de service, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives de travaux. Le délai d'exécution court à compter du lancement de l'ordre de service de démarrage de chantier. Le démarrage des travaux est prévu au plus tard au cours du 3ème trimestre 2024 et les travaux devront être terminés le 31/08/2025 au plus tard.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant : Paris).

Précipitations	4 mm de hauteur d'eau pendant une durée supérieure à 4h - tranche horaire 6h/18h
Neige	Norme de hauteur p/24h. Chute supérieure à 10 cm maintenue pendant plus de 6 h.
Vitesse du vent	40 km/h en rafales pour l'utilisation des grues 60 km/h en rafales pour les autres ouvrages
Gel	+5° pour les enduits et -5° pour les autresOuvrages

Respect des DTU et normes s'appliquant en fonction de la nature des travaux.

## 6- SOUS-TRAITANCE

Il est rappelé que les dispositions de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance sont applicables. Il appartient au titulaire de déclarer et faire accepter les conditions de paiement de tout sous-traitant auquel il entend faire appel, sous peine de résiliation du présent marché.

## 7- LE PRIX DU MARCHE

### 7-1 Le contenu du prix

Le marché est conclu sur la base de prix globaux et forfaitaires applicables aux prestations à réaliser et aux fournitures à livrer, conformément au CCTP.

Le bordereau donne le détail des prix selon le CCTP.

L'acte d'engagement du marché mentionne les prix en euros (€) HT et la TVA applicable à la date de la candidature.

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes les charges fiscales parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à son exécution.

## 7-2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes.

Il est prévu une actualisation des prix si la date de début d'exécution des prestations est postérieure de plus de 3 mois à la date de remise de l'offre.

$$Pa = Po \times \frac{\text{Index BTm-3 mois}}{\text{Index BTmo}}$$

Pa = prix actualisé

Po = prix d'origine

Index BTm = index du mois de l'actualisation (début de l'intervention de l'entreprise sur le chantier)

Index BTmo = index d'origine (mois d'établissement des prix)

L'Index retenu est l'index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 Identifiant 001710986

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>

## 7-3 Les avances

Le titulaire ne peut bénéficier de l'avance prévue aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-16 à R.2191-19 du code de la commande publique, qu'à deux conditions cumulatives :

Qu'il ait accepté le versement de l'avance dans l'acte d'engagement

Que le montant du marché soit supérieur à 50.000 € HT

Celle-ci sera d'un montant total d'au plus 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée, hors reconduction éventuelle, exprimée en mois.

Dans tous les autres cas, aucune avance ne sera versée.

Les modalités de remboursement de l'avance sont précisées dans les articles du Code précité.

# 8- PAIEMENT

## 8-1 Les acomptes

Des acomptes sont prévus selon l'échéancier et les modalités suivantes, pour tous les lots :

- 40% à la signature du marché ;
- 30% en cours d'exécution, validé par l'architecte
- 20% en cours d'exécution, validé par l'architecte
- 10% à la réception du marché,

## 8-2 Facturation

Le titulaire adresse sa demande de paiement pour l'ensemble des prestations fournies et fournitures livrées, en double exemplaire sur la base de la décomposition prévue à l'article 8-3 du présent CCAP,

Ces factures contiennent les éléments ci-dessous :

- Le nom et adresse du fournisseur ;
- Le numéro SIRET ou SIREN ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement
- Le n° du marché ;
- Les références de la commande ;
- Le montant Hors TVA ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation.
- la signature du maître d'œuvre suivant la réalisation des travaux

Les éléments ci-dessous sont indispensables au traitement des factures. Le Responsable du marché accepte ou rectifie la facture pour tenir compte notamment des pénalités dues ou des réfections décidées.

## 8-3 Délais de paiement et intérêts moratoires

L'UNAF procède au paiement des factures dans un délai de 30 jours à compter de leur date de réception. Elles sont envoyées par courrier au Responsable du marché.

Les factures remises en main propre ne se sont pas acceptées et sont considérées comme non reçues.

En cas de modifications des présentes dispositions, les nouveaux délais de paiement sont applicables de plein droit.

Le retard de paiement, non dû à des anomalies de facturation du titulaire, entraîne de plein droit le versement d'intérêts moratoires, par application de la formule suivante :

$$IM = \frac{M \times J \times T}{360}$$

Dans laquelle :

M = Montant de la facture

J = Nombre de jours de retard

T = Taux d'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle la facture aurait dû être payée

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

## 9- ASSURANCE

Le titulaire fournit chaque année, et à compter de la notification du marché, une attestation d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle et Responsabilité Exploitation.

Le titulaire est tenu d'informer l'UNAF de toute modification afférente à ses assurances et notamment, la résiliation ou le changement de compagnie.

UNAF

## 10- DOCUMENTS À FOURNIR

A la signature, le titulaire envoie au Responsable du marché :

- Un formulaire Noti 2 valable pour le dernier exercice clos (ou liasse 3666 et attestation URSSAF)
- Une attestation d'assurance pour l'année en cours ;
- Un extrait Kbis datant de moins de 3 mois

En cas de non-respect de ces dispositions, le titulaire encourt les pénalités.

## 11- LES PÉNALITES

Cas d'applications de pénalités	Montant de la pénalité
Retard dans l'exécution et la livraison du marché, imputable au Titulaire.	200 € / jour ouvré de retard
Manquement aux dispositions des CCAP et CCTP	500 € / manquement
Absence de transmission dans les délais, des documents obligatoires	100 € / document/ mois
Non-respect des dispositions relatives à l'assurance	Résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire

On entend par jours ouvrés les jours de la semaine du lundi au vendredi compris, hors jours fériés.

On entend par heures ouvrées, les heures au cours d'un jour ouvré entre 9h et 17h inclus.

Les pénalités sont dues de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulatives.

Elles ne sont pas soumises à la TVA.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel a expiré et s'achèvent le jour de la cessation du manquement. Ce jour est inclus dans le décompte.

Les pénalités sont forfaitaires. Elles ne font pas obstacle au droit de l'UNAF de réclamer réparation de tout préjudice subi en raison d'une faute du prestataire.

Les pénalités calculées par l'UNAF font l'objet d'une compensation de plein droit sur la prochaine facture du titulaire ou sont versées par celui-ci, au choix de l'UNAF, au plus tard un mois après leur notification au titulaire.

## 12- LANGUE UTILISEE POUR LES ECHANGES AVEC L'UNAF

L'ensemble des documents proposés par le titulaire au Responsable du marché doit être rédigés en français ou impérativement accompagnés d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.



## 13- RÉSILIATION ET CESSIION DU MARCHE

### 13.1 Résiliation

Cette résiliation s'effectuera selon les dispositions des articles 38, 41 et 50-1-2 du CCAG-Travaux.

Avant toute résiliation, une mise en demeure assortie de délai d'exécution est envoyée au titulaire. Si celle-ci est restée sans réponse de la part du titulaire ou en cas de refus de ce dernier de s'y conformer, le Responsable du marché prononce la résiliation simple et immédiate du marché, sans indemnité pour le titulaire.

### 13.2 Cession du marché

En application du Code de la commande publique, le titulaire du marché pourra céder son marché à un tiers dans les conditions suivantes :

- Le nouveau titulaire du marché devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur disposer de capacités professionnelles, techniques et financières lui permettant la reprise du marché,
- Le pouvoir adjudicateur devra préalablement donner son accord sur la cession du marché,
- La cession donnera lieu à la rédaction d'un avenant,
- Le nouveau titulaire du marché reprendra le marché à l'identique (prix, caractéristiques techniques, cahiers des charges, droits et obligations...).

## 14- RESPONSABILITES

### 14.1 Engagements de l'UNAF

L'UNAF ainsi que l'architecte assureront le suivi des prestations réalisées par le Titulaire.

L'UNAF s'engage à fournir au Titulaire l'ensemble des informations et documents en sa possession et nécessaires à l'exécution du marché.

### 14.2 Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à apporter tout le soin raisonnablement nécessaire à l'exécution des prestations conformément aux règles de l'art et aux obligations de sa profession.

En sa qualité de professionnel, le Titulaire est débiteur envers l'UNAF d'une obligation de résultat en ce qui concerne la bonne exécution des prestations mises à sa charge, qui sont détaillées dans le CCTP.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques nécessaires à l'exécution du marché, sans pouvoir élever une quelconque réclamation au cours de l'exécution du contrat.

A ce titre, il est responsable de tout dommage causé par l'UNAF en cas de mauvaise exécution des prestations

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel, et le personnel de ses sous-traitants éventuels, respecte les conditions fixées par la législation du travail. Le Titulaire assure seul la gestion administrative et comptable (salaires, Sécurité Sociale, etc.) du personnel destiné à la réalisation des prestations, objet du marché.

Le Titulaire assure la surveillance et la direction de ses préposés, et de ses sous-traitants éventuels, destiné à la réalisation des prestations objets du marché ainsi que le suivi de l'exécution et de la qualité des prestations qu'ils effectuent.

## MARCHE N° 2024/03/SG - MODIFICATION ET AMENAGEMENT DES SALLES DE REUNION ET TRAVAUX SUR FAÇADE

Le Titulaire désigne un représentant qui est l'interlocuteur unique des services de l'UNAF. Ce responsable, dont les coordonnées sont transmises à l'UNAF, rend compte périodiquement du suivi des prestations. Il est investi de l'autorité suffisante pour pouvoir prendre toutes décisions concernant la réalisation du marché.

Il doit notamment :

- Mettre à la disposition les moyens humains et matériels pour la bonne exécution des prestations objet du marché
- Assurer le devoir d'information envers l'UNAF ;
- Participer aux réunions diverses organisées par l'UNAF ;
- Veiller au respect des délais ainsi qu'à la réalisation effective des prestations ;
- Gérer les questions de facturation et de suivi des prestations ;

### 15- COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

Le tribunal compétent pour connaître des litiges issus de l'exécution du présent marché est celui du tribunal judiciaire de Paris :

Tribunal judiciaire de Paris  
Parvis du Tribunal de Paris  
75859 PARIS CEDEX 17  
01.44.32.51.51

La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve de toutes les clauses du présent CCAP et renonciation aux conditions générales de vente du titulaire.

Fait en un seul exemplaire original

LE PRESTATAIRE

A

Le

Signature et cachet

LE POUVOIR ADJUDICATEUR

A

Le

Signature et cachet

Madame Marie-Andrée BLANC  
Présidente de l'UNAF

UNAF

Page 10/10